

economiesuisse

→ Notre action

L'économie, c'est nous tous.

Une économie florissante est le fondement de notre prospérité et d'une Suisse saine et forte. En tant qu'organisation faîtière, economiesuisse représente les intérêts d'une économie suisse axée sur la concurrence, interconnectée à l'échelle internationale et consciente de ses responsabilités.

À l'intersection entre les milieux politiques, économiques et la société, nous nous engageons en faveur d'un environnement optimal pour les entreprises suisses, des PME aux grands groupes. Nous représentons 100 000 entreprises environ et 2 millions d'emplois, dans toutes les branches et régions de Suisse.

Nous entretenons un dialogue ouvert, constructif, focalisé sur la recherche de solutions avec des acteurs économiques importants et la population suisse. Nous poursuivons des objectifs communs avec nos partenaires, y compris lors de votations populaires. Notre engagement en faveur de l'économie se fonde sur les principes d'une économie de marché libérale et d'une croissance durable.

Écrivez-nous !

geneve@economiesuisse.ch

Suivez-nous sur Facebook !

www.facebook.com/economiesuisse.suisseromande

Suivez-nous sur Twitter!

www.twitter.com/economie_suisse

www.economiesuisse.ch/fr

economiesuisse

Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse

Federazione delle imprese svizzere
Via S. Balestra 9
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse

Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenberg
B-1000 Bruxelles



Lignes directrices de l'économie

→ Pour une politique

environnementale ciblée

Sommaire

Résumé

L'essentiel en bref 01

Introduction

Un environnement préservé, fondement d'un site économique attrayant et prospère 02

Développement

Développements et enjeux dans le domaine de l'environnement 04

Analyse

Politique suisse de l'environnement 08

Position

Points forts d'une politique environnementale favorable à l'économie 10

Nous nous engageons pour ces facteurs de succès :



UN APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE SÛR ET COMPÉTITIF, ET UNE PROTECTION EFFICACE DE L'ENVIRONNEMENT

L'approvisionnement en énergie de la Suisse est suffisant, bon marché et sûr. Notre pays a une approche rationnelle des avantages et inconvénients des différentes formes de production énergétique et les utilise de manière efficace. De son côté, l'économie a atteint une efficacité énergétique élevée, qu'elle cherche encore à maximiser. Le marché de l'énergie helvétique est étroitement lié aux marchés étrangers et doit intégrer le marché européen. Un environnement préservé, tel que le nôtre, constitue également un facteur de site important. C'est pourquoi l'économie s'engage en faveur d'une utilisation respectueuse des ressources naturelles. Dans les domaines de la protection de l'environnement et du climat, faire cavalier seul n'est pas une solution.



UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ PERFORMANTE

La concurrence fonctionne en Suisse : Les bonnes idées peuvent s'imposer. L'offre de biens et services est hors pair en comparaison mondiale. Afin de garantir le bon fonctionnement de notre économie de marché, on contrôle constamment qui, de l'État ou du secteur privé, doit fournir quelles prestations. Chaque fois que cela est possible, l'État doit, c'est important, encourager la concurrence, également à l'échelle internationale. Le cloisonnement et le protectionnisme ne sont pas des recettes pour une place économique prospère et compétitive à l'échelle internationale.

Les neufs facteurs de succès se trouvent sous www.economiesuisse.ch/fr/les-facteurs-de-succes

RESPONSABLES DE PROJET



KURT LANZ

est responsable Infrastructures, énergie et environnement et membre de la direction chez economiesuisse.

kurt.lanz@economiesuisse.ch



REBECCA KNOTH-LETSCH

est collaboratrice scientifique Politique environnementale chez economiesuisse.

rebecca.knoth-letsch@economiesuisse.ch

REMERCIEMENTS

Les présentes lignes directrices se fondent sur la Stratégie interne d'economiesuisse pour la politique environnementale élaborée par Simone Rieder en collaboration avec les groupes de travail dans le domaine de l'environnement ainsi que les commissions Énergie et Environnement. Nous remercions sincèrement toutes les personnes qui ont participé à ces travaux.

Cette publication paraît en français et en allemand.

Rédaction : Oliver Steimann, economiesuisse

Conception et réalisation : Thomas Lehmann, LDSGN, Zurich

Impression : DAZ Druckerei Albisrieden AG, Zurich

Édition : Juin 2019

© economiesuisse 2019

→ L'essentiel en bref

economiesuisse mise sur une politique environnementale tournée vers les opportunités et soucieuse d'efficacité.

Le thème de la durabilité, sous l'angle écologique, a pris beaucoup d'importance pour l'économie. Les effets négatifs de la croissance sur l'environnement, les ressources naturelles et les infrastructures préoccupent toujours plus le public, aux niveaux national aussi bien qu'international. Lorsqu'elle est avisée et prudente, cependant, la croissance ne comporte pas que des risques. Elle contribue aussi à une baisse des coûts, par exemple grâce aux technologies qui améliorent l'efficacité d'utilisation des ressources. Les entreprises qui proposent des offres de haute qualité et apportent aux consommateurs un « plus » en matière de développement durable voient aussi s'ouvrir de nouveaux marchés.

economiesuisse s'engage en faveur d'une politique environnementale soucieuse d'efficacité et axée sur des opportunités, en misant pour cela sur les grands atouts de l'économie helvétique. Il s'agit en particulier de la capacité d'innovation, du progrès technologique et de l'efficacité. Pour exploiter ces avantages ainsi que les possibilités offertes par la numérisation et les diffuser globalement, il faut bien évidemment que l'économie helvétique dispose de conditions optimales.

Par ses lignes directrices de politique environnementale, economiesuisse souhaite contribuer à réduire la pression sur l'environnement, à augmenter la transparence et à fixer les bonnes priorités. Dans le même temps, il s'agit aussi de renforcer la place économique de notre pays. Ces lignes directrices doivent servir de cadre de référence à notre organisation et à ses membres pour les questions de politique environnementale. Elles contribuent à optimiser la cohérence des politiques de l'économie suisse et à renforcer son engagement proactif en faveur de l'environnement.

Position en faveur d'une politique suisse de l'environnement ciblée et favorable à l'économie.

- La politique environnementale doit se focaliser sur des mesures efficaces et ciblées. Les entreprises suisses jouissent par exemple d'une excellente réputation en matière de qualité et de technologies axées sur les gains d'efficacité. Selon les possibilités, il faut aussi mettre ces atouts à profit pour l'environnement. Une activité respectueuse de l'environnement renforcera, à son tour, la compétitivité à long terme des entreprises.
- Le dialogue et la coopération entre les divers acteurs de l'économie, des milieux académiques, de la société et de l'État permettent de trouver des solutions innovantes, qui apportent une valeur ajoutée à tous. economiesuisse encourage le transfert de connaissances et relaie les enseignements tirés.
- En principe, l'autorégulation de l'économie et les normes définies à l'échelon des branches sont préférables à des réglementations étatiques.
- Le développement de normes environnementales doit autant que possible être coordonné au niveau international. Un cavalier seul de la Suisse n'est souhaitable que s'il apporte des avantages macroéconomiques et qu'il est dans l'intérêt de la place économique.

→ Un environnement préservé, fondement d'un site économique attrayant et prospère

La place économique suisse se distingue par une haute qualité de vie.

Les atouts de la place économique suisse

La qualité de vie exceptionnelle de la Suisse repose sur des conditions-cadre favorables à l'innovation comme aux investissements, sur une culture de la précision et de la fiabilité, sur la stabilité politique et sur un environnement largement préservé. À quelques exceptions près, les entreprises internationales trouvent sans difficultés du personnel hautement qualifié en Suisse. Outre les avantages mentionnés ci-dessus, notre pays offre également une monnaie stable et un pouvoir d'achat élevé, mais aussi des zones récréatives de proximité, de l'air et de l'eau de qualité. Ces nombreux atouts sont dus à la prospérité économique, à l'engagement de la population ainsi qu'aux rapports harmonieux qu'entretiennent entre eux les autorités, les entreprises, le monde politique et les acteurs non étatiques. En plus des multiples mesures volontaires prises par les entreprises, qui sont souvent économiquement rentables, la législation environnementale est adaptée au développement économique et social de la Suisse et a largement contribué à cette qualité de vie élevée. Au demeurant, il est démontré que les modèles économiques basés sur le gaspillage des ressources et/ou la pollution de l'environnement ne sont pas économiquement viables.

La société, les médias et le monde politique s'intéressent aux liens entre l'économie et l'environnement.

L'environnement, centre d'intérêt d'un public toujours plus large

Malgré le fait que l'état de l'environnement en Suisse se soit amélioré à bien des égards ces dernières décennies, une part grandissante de la population craint les conséquences néfastes du développement économique. En 2015, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), la majorité de la population jugeait bonne la qualité de l'environnement¹. Mais en 2018, on constate que la protection de l'environnement s'est hissée au cinquième rang dans le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse². L'institut de sondage gfs.bern prévoit que la question environnementale restera l'une des principales préoccupations de la population à l'avenir³. Les liens entre l'économie et l'environnement accaparent de plus en plus l'intérêt public au niveau national, mais aussi international. Dans son rapport de 2019 sur les risques mondiaux, le Forum économique mondial situe également les plus grands risques à moyen terme dans le champ environnemental. À cet égard, la perception du public est claire : Les activités économiques comme le prélèvement et la transformation de ressources, la production de biens et la fourniture de services ont un impact négatif sur l'environnement. Les reportages sur des sujets comme les changements climatiques, la baisse de la biodiversité et les volumes de déchets suscitent des réactions émotionnelles. Les acteurs politiques sont de plus en plus préoccupés par les limites de capacité de la planète. Sans compter que des thèmes comme les microplastiques, les déchets alimentaires ou la pollution due aux émissions de l'aviation sont populaires auprès des électeurs.

→ ¹ Office fédéral de la statistique (2015) : Environnement. Statistique de poche 2015. Espace et environnement 521-1500

→ ² Extrait d'un travail de recherche de gfs.bern (2018) : Credit Suisse, Baromètre des préoccupations 2018

→ ³ Ibid.

Certains défis peuvent être maîtrisés à l'échelle nationale ; d'autres exigent une coopération internationale.

Mise en perspective avec le contexte mondial

Étant donné que les éléments comme l'air, l'eau et la biodiversité ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, les défis écologiques mondiaux, la législation environnementale d'autres pays ainsi que le large éventail des traités environnementaux passés sous l'égide des Nations unies ou de l'UE sont également importants pour l'économie suisse. La prospérité de l'économie mondiale et de l'ensemble de la communauté internationale est tributaire du fait que les ressources naturelles ne soient pas surexploitées et que les limites de résilience écologique de la planète ne soient pas dépassées. Les connexions internationales de l'économie et l'interdépendance des fournisseurs rendent notre économie intérieure également sensible à la dynamique des marchés internationaux et à la situation environnementale mondiale. Dans ce contexte, il est essentiel de faire la distinction entre les problèmes qui peuvent être résolus au niveau national et ceux qui nécessitent une coopération internationale. Seule une approche différenciée peut contribuer à sécuriser durablement les ressources environnementales.



→ Développements et enjeux dans le domaine de l'environnement

Eau propre, air de bonne qualité, forêts saines, la politique suisse de l'environnement a amené de nombreux résultats durant les dernières décennies.

État de l'environnement en Suisse

L'histoire économique montre que, très souvent, les problèmes environnementaux ayant une origine et des répercussions locales directement perceptibles perdent de leur intensité à mesure que la prospérité augmente. Selon le dernier rapport du Conseil fédéral sur l'environnement, la charge environnementale de la Suisse a diminué de 19 % par personne ces vingt dernières années⁴. Ce recul se vérifie par exemple par rapport à la pollution des eaux. Le rapport atteste que la protection « classique » de l'environnement qui est pratiquée par la Suisse atteint largement ses objectifs. L'état de l'environnement s'est amélioré à de nombreux égards durant ces dernières décennies. Les rivières et les lacs sont plus propres, la qualité de l'air s'est améliorée, les forêts sont en meilleure santé. Pour l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), les défis à venir concernent la pollution aux micropolluants, aux engrais, à l'azote et aux particules fines. Les écosystèmes naturels de la Suisse sont sous pression du fait notamment de la consommation toujours plus grande des surfaces de sol, de l'intensification de l'agriculture et des conséquences des changements climatiques.

En Suisse comme à l'étranger, la croissance démographique et la prospérité ont modifié les défis dans le domaine de l'environnement. Simultanément, le progrès technologique et la mise en réseau toujours plus étroite des marchés en ont fait apparaître de nouveaux. En raison de cette évolution, la complexité et les ramifications de la politique environnementale ont aussi augmenté.

Impact environnemental de la Suisse sur le territoire national et à l'étranger

L'impact environnemental de la Suisse se décale de plus en plus à l'étranger.

La Suisse est toujours plus imbriquée dans des circuits économiques globaux. Une part croissante des biens que nous consommons proviennent de l'étranger ou est produite avec des matières premières qui ont été importées. Certaines atteintes à la nature ont lieu ainsi non pas (seulement) dans notre environnement proche, mais dans le reste du monde, comme le révèle notamment une étude de l'EPFZ sur l'impact de l'industrie des machines suisse sur l'environnement⁵.

Selon l'OFEV⁶, l'OCDE⁷ et diverses études, les répercussions qui appellent une réponse urgente sont les changements climatiques dus aux émissions de gaz à effet de serre, la baisse de la biodiversité, l'acidification des océans et la perturbation du cycle de l'azote. La consommation élevée de ressources de la population suisse en comparaison internationale est largement responsable de ces atteintes à l'environnement.

→ ⁴ Office fédéral de l'environnement OFEV (2018) : Rapport sur l'environnement 2018

→ ⁵ Droz, Helen ; Hellweg, Stefanie (2018) : Analyse der Umweltwirkung der Schweizer MEM-Industrie

→ ⁶ Office fédéral de l'environnement OFEV (2018) : Rapport sur l'environnement 2018

→ ⁷ OCDE (2017) : Examens environnementaux de l'OCDE : Suisse 2017

L’empreinte climatique de la Suisse dépasse la moyenne européenne.

Gaz à effet de serre

En ratifiant l’Accord de Paris sur le climat, la Suisse s’est engagée envers l’ONU à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de moitié d’ici à 2030, par rapport à leur niveau de 1990. Certes, la Suisse a diminué ses émissions de gaz à effet de serre entre 2000 et 2015, mais cette diminution a été en partie annulée par la hausse des émissions produites à l’étranger. Si l’on tient compte des émissions de gaz à effet de serre occasionnées hors des frontières suisses en lien avec la consommation de biens importés, l’empreinte gaz à effet de serre de la Suisse atteignait en 2015 environ 14 tonnes d’équivalents CO₂ par personne, soit un chiffre nettement au-dessus de la moyenne mondiale, qui est de près de 6 tonnes. En Suisse, une grande partie des émissions de CO₂ proviennent des bâtiments et des transports. En 2015, ces derniers ont consommé plus d’un tiers de l’énergie finale et plus de la moitié des énergies fossiles⁸.

Les émissions de gaz à effet de serre en Suisse se répartissent comme suit (état 2016)¹⁰ :

- 32 % sont causées par les transports,
- 26 % par les bâtiments,
- 22 % par l’industrie,
- 19 % par d’autres sources, telles l’agriculture, le traitement des déchets et les gaz synthétiques.

Leur évolution diffère selon les secteurs. Les émissions des transports ne reculent que depuis quelques années ; en 2017, elles étaient encore 1 % au-dessus de leur niveau de 1990. En revanche, les émissions dans le bâtiment (-26 %) et l’industrie (-18 %) ont sensiblement diminué depuis 1990.

La biodiversité en Suisse est sous pression.

Biodiversité

En mai 2019, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité des Nations unies a publié un rapport sur l’état de la biodiversité¹¹. Sur les huit millions d’espèces animales et végétales estimées sur la Terre, un million environ seraient menacées d’extinction. En signant la Convention sur la diversité biologique, la Suisse s’est engagée à protéger les services écosystémiques et la diversité des espèces. Selon l’Office fédéral de l’environnement (OFEV), près de la moitié des milieux naturels et la moitié des espèces indigènes étudiées sont menacés ou potentiellement en danger¹². Le déclin de la diversité biologique est principalement dû au mitage du territoire, à l’utilisation intensive des sols et des eaux ainsi qu’à la dissémination d’espèces exotiques envahissantes. Fait intéressant, certains secteurs de l’économie apportent également une contribution positive à la biodiversité. Des espèces animales et végétales qui figuraient sur la liste des espèces menacées d’extinction ont par exemple retrouvé un habitat dans des carrières et des gravières.

→ ⁸ Office fédéral de l’environnement OFEV (2018) : Rapport sur l’environnement 2018

→ ⁹ OCDE (2017) : Examens environnementaux de l’OCDE : Suisse 2017 (version abrégée)

→ ¹⁰ Office fédéral de l’environnement OFEV (2019) : Thème Climat

→ ¹¹ Science and Policy for People and Nature (2019) : IPBES Global Assessment Summary for Policymakers

→ ¹² Office fédéral de l’environnement OFEV (2019) : Biodiversité : En bref



Utilisation des ressources

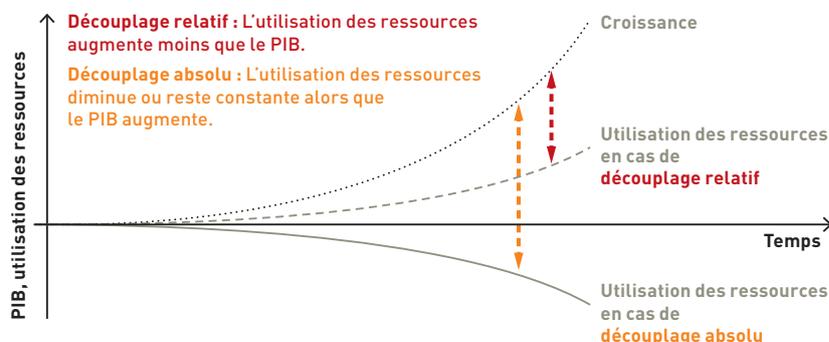
L'économie suisse ne cesse d'améliorer son utilisation des ressources. La charge environnementale de la Suisse imputable à la consommation est en recul.

Si la Suisse a réussi à découpler la croissance économique des émissions de gaz à effet de serre, elle est encore loin du découplage absolu en ce qui concerne la consommation de matières (cf. fig. 1). L'économie helvétique améliore cependant continuellement son efficacité par rapport à l'utilisation des ressources, en augmentant la valeur ajoutée par unité de matière. Dans le processus de production, les entreprises suisses sont même les plus efficaces du monde. Ces bons résultats s'expliquent toutefois aussi parfois par la délocalisation à l'étranger de productions nécessitant beaucoup de ressources. Les atteintes à l'environnement ont lieu de plus en plus dans les processus et les chaînes logistiques en amont¹³.

La consommation, et donc le niveau de prospérité, contribue particulièrement à l'utilisation élevée de ressources en Suisse en comparaison internationale¹⁴. L'alimentation, le logement et la mobilité sont les domaines qui ont le plus grand impact sur l'environnement¹⁵. La Suisse produit 742 kg de déchets par an et par habitant, ce qui fait de notre pays le deuxième plus grand producteur de déchets du monde¹⁶. Dans l'ensemble cependant, l'impact environnemental global de la consommation par personne en Suisse a sensiblement reculé (-19 %) entre 2000 et 2015, comme le révèle une étude scientifique commandée par l'OFEV¹⁷.

Figure 1 :
Découplage entre croissance économique et utilisation des ressources (écarts relatif et absolu).

DÉCOUPLAGE ENTRE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET UTILISATION DES RESSOURCES



Source : economiesuisse

→ ¹³ Droz, Helen; Hellweg, Stefanie (2018): Analyse der Umweltwirkung der Schweizer MEM-Industrie

→ ¹⁴ Office fédéral de l'environnement OFEV (2018) : Économie et consommation : L'essentiel en bref

→ ¹⁵ Ibid.

→ ¹⁶ Office fédéral de l'environnement OFEV (2018) : Déchets et matières premières : En bref

→ ¹⁷ Office fédéral de l'environnement OFEV (2018) : Empreintes environnementales de la Suisse

→ Politique suisse de l'environnement

Les problèmes environnementaux complexes et persistants nécessitent de recourir à des instruments de coopération.

Instruments de la politique de l'environnement

De manière simplifiée, les instruments suivants sont souvent combinés¹⁸ dans la politique de l'environnement pour influencer le comportement des publics-cible :

- Instruments de persuasion : travail d'information et de conviction
- Instruments de coopération : accords formels et informels
- Instruments d'économie de marché : récompenses (incitations positives) ou sanctions (incitations négatives)
- Instruments de régulation : réglementation du comportement des intéressés par le biais de la législation

Autrefois, les problèmes environnementaux classiques étaient souvent résolus à l'aide d'instruments de régulation ou de marché. L'augmentation des problèmes environnementaux complexes et persistants nécessite de plus en plus souvent de recourir à des instruments de coopération. Pourtant, il arrive encore souvent aujourd'hui que l'on tente d'y répondre en utilisant des instruments inadéquats. Cela peut avoir des conséquences sérieuses pour l'économie suisse.

Pour l'économie suisse, les analyses d'impact de la réglementation, une charge administrative contenue et la compatibilité avec la législation de l'UE sont d'une importance centrale.

Législation et politique de l'environnement actuelles

La législation suisse dans le domaine de l'environnement a atteint un niveau élevé durant les dernières décennies. À ces lois sévères s'ajoutent de nombreux instruments efficaces tels que des accords sectoriels, des standards et des normes. Ce dispositif a permis d'améliorer l'état de l'environnement en Suisse (la qualité des eaux et de l'air, par exemple). Du fait d'une globalisation croissante de l'économie, le traitement des chaînes de valeur internationales et des atteintes à l'environnement occasionnées à l'étranger par la consommation et la production suisses suscite des questions. Le développement des technologies offre de nouveaux remèdes, mais crée aussi de nouveaux défis et pose la question de savoir jusqu'où il convient d'adapter le droit. Cela doit susciter des pesées d'intérêt importantes pour l'économie. Pour les entreprises créatrices de valeur en Suisse, il est vital de pouvoir se battre à armes égales avec la concurrence étrangère. Le droit suisse de l'environnement ne doit pas amener nos entreprises à prendre le chemin de l'étranger (cf. encadré p. 9). Des bases de décision étayées scientifiquement, incluant des analyses d'impact de la réglementation, une harmonisation internationale ainsi que des instruments efficaces et une charge administrative aussi légère que possible revêtent ainsi une importance centrale.

Évaluation de la politique suisse de l'environnement en comparaison internationale

En comparaison internationale, la politique suisse de l'environnement est bien notée dans de nombreux domaines.

En comparaison internationale, la politique suisse de l'environnement est bien notée dans de nombreux domaines. La mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050, la sortie du nucléaire et le déploiement progressif des énergies renouvelables locales sont jugées favorables par l'OCDE¹⁹.

→ ¹⁸ Ingold, Karin et al. : *Umweltpolitik der Schweiz. Ein Lehrbuch*. Zurich, Saint-Gall 2016. Pp. 73-79

→ ¹⁹ OCDE (2017) : *Examens environnementaux de l'OCDE : Suisse 2017*

La taxation plus lourde du diesel que de l'essence, le transfert du fret de la route au rail par un système de péage routier pour les poids lourds et l'ouverture du tunnel de base du Gothard se voient eux aussi attribuer un satisfecit. Le versement de paiements directs dans l'agriculture est subordonné en partie à la fourniture de prestations écologiques. Le rapport salue encore la participation de la Suisse à de nombreuses initiatives internationales, dont celles visant à promouvoir des systèmes financiers plus durables.

La Suisse prélève une taxe sur le CO₂ élevée en comparaison internationale, mais des possibilités d'exonération existent pour l'économie (au moyen de conventions d'objectifs). À la fin de 2016, les entreprises ayant conclu des conventions d'objectifs en matière de protection climatique et d'efficacité énergétique avec l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) avaient déjà atteint leurs objectifs pour 2020. Les nouvelles sont également bonnes du côté des entreprises à forte consommation d'énergie, qui doivent participer au système d'échange de quotas d'émission (« cap-and-trade »).

Sur un marché globalisé, les instruments utilisés à l'échelle nationale manquent souvent leur cible.

Chaînes de valeur mondiales et transfert de la charge environnementale

Avec la globalisation et la mise en réseau de plus en plus étroite des marchés nationaux, les entreprises ont toujours plus de difficultés à concilier les trois aspects du développement durable (environnement, société et économie). Les chaînes de valeur sont devenues plus complexes, plus rapides et plus insaisissables. Étant donné que de nombreux produits et matières premières sont importés, l'impact environnemental de la Suisse à l'étranger augmente de plus en plus. Il y a des exceptions positives, comme l'utilisation de matières premières minérales indigènes, qui permet d'éviter de longs trajets et d'obtenir des améliorations au niveau de la production directement sur place.

Pour rendre compte de l'impact environnemental de la consommation et de la production, certains souhaitent introduire la vérité des coûts et, partant, internaliser des effets externes. D'un point de vue macroéconomique et institutionnel, il est tout à fait légitime d'évaluer l'opportunité d'utiliser des instruments de marché si ce dernier ne reflète pas les coûts, les avantages et les bénéfices environnementaux, conformément au principe du pollueur-payeur. Sur un marché globalisé, l'utilisation de ces instruments à l'échelle nationale manque cependant souvent sa cible. L'asymétrie entre la Suisse et des places économiques concurrentes ne comptant pas renchérir leur production ou relever leurs taxes pourrait s'accroître. Elle serait lourde de conséquences pour l'économie suisse et ne servirait pas automatiquement l'environnement. Le renchérissement de la production ou le relèvement de taxes environnementales augmentent surtout l'incitation à investir hors du pays. Ces mesures ne servent pas l'environnement et nuisent au tissu économique suisse. Des instruments mis en œuvre à l'échelle de la planète, tel l'échange de quotas d'émission selon le système « cap-and-trade », sont plus pertinents. Ils créent de fortes incitations à diminuer les émissions là où la réduction peut être obtenue avec la plus grande efficacité, mais sans créer de distorsions de concurrence.

Quand des consommateurs achètent des biens fabriqués dans des pays à bas coûts de production dans un commerce, sur internet ou à l'étranger, l'effet sur l'environnement n'est pas favorable non plus. Les impôts et les taxes ne peuvent avoir un effet incitatif que si la liberté de choix existe. Des locataires, par exemple, ne peuvent pratiquement pas influencer l'énergie qui est utilisée pour chauffer leur logement. Ils sont livrés à des hausses de taxes sans pouvoir les éviter en changeant de comportement.

→ Points forts d'une politique de l'environnement favorable à l'économie

economiesuisse entend apporter une contribution à la réduction de l'impact environnemental. La place économique suisse doit en sortir renforcée.

Objectifs et principes

economiesuisse poursuit trois objectifs principaux dans la politique de l'environnement :

1. L'impact environnemental de la Suisse sur son territoire et à l'étranger doit être réduit. Les défis à relever (concernant la consommation des ressources, les gaz à effet de serre ou la baisse de la biodiversité, par exemple) feront l'objet d'une approche ciblée. La capacité d'innovation des entreprises suisses peut jouer un rôle central.
2. Le but est d'encourager des pratiques respectueuses de l'environnement qui renforceront durablement la compétitivité des entreprises. À cet égard, il est nécessaire de prendre en compte les trois piliers du développement durable – environnement, société et économie – dans la pesée des intérêts.
3. Le développement de normes environnementales doit être coordonné le plus possible à l'échelle internationale. Des mesures prises isolément en Suisse ne sont souhaitables que si elles apportent des avantages macro-économiques et qu'elles favorisent la place économique.

En plus des lignes directrices ci-dessus, la politique de l'environnement doit tenir compte des principes suivants :

4. Les conditions-cadre fixées par l'État doivent garantir la sécurité du droit et offrir la plus grande liberté d'entreprise possible. Elles doivent se fonder sur les conventions et les accords internationaux, les principes constitutionnels ainsi que la législation en vigueur dans le domaine de l'environnement. Les développements éventuels doivent respecter le principe de la proportionnalité, ce qui signifie qu'ils doivent être appropriés, nécessaires et raisonnables.
5. La politique environnementale doit se concentrer sur des mesures efficaces, efficientes et ciblées, utiles à l'environnement, à la société et à l'économie. Elle doit se déployer à long terme et ne pas verser dans une politique symbolique à court terme.
6. Les objectifs et les mesures doivent se fonder sur des faits scientifiques. Lorsqu'il est fait appel à des méthodes scientifiques, il s'agit également de prendre en compte leurs limites et leurs faiblesses éventuelles quant à la signification de leurs résultats.

Mise en œuvre des objectifs et des principes

Distinction entre défis nationaux et défis internationaux : Les entreprises suisses ne doivent pas être discriminées de manière inconsidérée face à la concurrence européenne et internationale. En adoptant une réglementation limitée à son seul territoire, la Suisse transfère de nombreux problèmes environnementaux à l'étranger et prend le risque de s'isoler des échanges internationaux. Dès lors, de telles réglementations, comme des prescriptions nationales sur les produits ou les

economiesuisse examine la mise en œuvre des objectifs de politique environnementale de manière structurée.

méthodes de production (substances interdites, standards minimaux, par exemple), doivent impérativement être coordonnées internationalement pour ne pas menacer la libre circulation des marchandises. Si cela se révèle pertinent, il convient de viser des harmonisations internationales, basées par exemple sur la feuille de route de l'UE pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources²⁰ et la stratégie de l'environnement de l'OCDE²¹. Des mesures protectionnistes sous couvert de protection de l'environnement doivent être repoussées.

Prise en compte de défaillances et de distorsions du marché : Les mesures visant à établir la vérité des coûts et la transparence, à internaliser les effets externes en cas de dysfonctionnement du marché et à éliminer les incitations inopportunes sont en principe soutenues, à condition qu'elles ne transfèrent pas les problèmes environnementaux à l'étranger. Les subventions étatiques créant des distorsions du marché en faveur de certaines entreprises ou technologies sont rejetées. Les subventions à long terme injustifiées devraient aussi être éliminées. En revanche, il convient d'examiner l'opportunité d'accorder des aides financières d'amorçage.

Les mesures d'autorégulation de l'économie et les normes sectorielles sont préférables aux régulations étatiques : Les mesures d'autorégulation adoptées par l'économie suisse présentent de nombreux atouts. Elles sont par exemple pragmatiques, souples et adaptables à une grande variété de situations. Pour ces raisons, les solutions faisant appel à l'autorégulation et aux normes sectorielles doivent être préférées à l'intervention étatique.

Analyse coût-utilité : Les conséquences économiques et écologiques de toute intervention étatique potentielle doivent faire l'objet d'une appréciation. Si les coûts ne sont pas supportables dans une perspective macroéconomique, il convient de renoncer à la réglementation. C'est en particulier le cas si elle ne fait que transférer les problèmes environnementaux à l'étranger, lorsque la consommation reste inchangée mais se reporte sur des produits importés par exemple. Si les conséquences écologiques ne sont pas tolérables et qu'elles peuvent être éliminées entièrement ou largement par une intervention étatique sans être transférées à l'étranger, une réglementation appropriée est bienvenue.

Dialogue et coopération : La concertation avec les autorités politiques et les instances étatiques est le seul moyen de garantir et de développer d'excellentes conditions-cadre pour l'économie suisse. Il faut donc maintenir le dialogue entre tous les groupes intéressés et, si cela se révèle utile, instaurer ce dialogue là où il n'existe pas encore. Le dialogue et la coopération entre différents acteurs de l'économie, des milieux académiques, de la société et des pouvoirs publics peuvent favoriser l'émergence de propositions innovantes créant une valeur ajoutée pour toutes les parties intéressées. Le transfert de connaissances que permettent le dialogue et la coopération entre institutions de recherche, branches et parties prenantes est utilisé et mis à la disposition des acteurs économiques intéressés.

→ ²⁰ Commission européenne (2016) : *The Roadmap to a Resource Efficient Europe*

→ ²¹ OCDE (2001) : *OECD Environmental Strategy for the First Decade of the 21st Century*

